

Pour Paris, la croissance d'abord

PAR CATHERINE DUBOULOZ PARIS

François Hollande croit aux outils de la relance

Il y a une semaine, François Hollande explicitait la position qu'il développera ce vendredi à Rome, puis lors du Conseil européen de la fin du mois. Un document préparatoire, adressé à Herman Van Rompuy, cerne le plan français.

La croissance

C'est la priorité pour Paris: un plan de relance à 120 milliards d'euros. Ce projet mobilise les fonds structurels européens pour 55 milliards d'euros (l'argent est à disposition pour la phase budgétaire 2007-2013), prévoit d'augmenter le capital de la Banque européenne d'investissement (BEI) de 8 à 10 milliards, pour qu'elle puisse prêter 60 milliards de plus par an, et compte sur des «project bonds» pour 4,5 milliards. Ces derniers permettraient de financer des grands projets et des «investissements d'avenir» dans les infrastructures énergétiques, numériques, de transport ou les projets environnementaux. Un consensus sur la croissance «paraît possible», estime Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman.

L'union bancaire

«L'Europe a besoin de mécanismes qui permettent de soutenir banques et Etats qui se trouvent dans la tourmente», estime François Hollande. La France plaide donc pour une supervision commune des établissements bancaires au niveau européen, probablement sous l'égide de la Banque centrale européenne (BCE). Paris défend aussi l'idée d'une garantie commune des dépôts, ainsi que l'octroi d'une licence bancaire au Mécanisme européen de stabilité (MES), pour qu'il puisse recapitaliser les banques en difficulté.

L'union budgétaire et fiscale

Ce sujet arrive en troisième position. Contrairement à l'Allemagne, ce n'est ni une priorité, ni un préalable. «La France est davantage dans une logique fonctionnelle, elle veut éviter de ressortir les grands débats théologiques» sur l'intégration et le fédéralisme européen, analyse Yves Bertoncini, secrétaire général du think tank Notre Europe. François Hollande propose une «feuille de route pour les prochaines années qui permette de coordonner les politiques, d'harmoniser les fiscalités, de mener des politiques structurelles qui donnent plus de capacités à l'Europe». Le problème: «La France n'a pas encore eu de débat politique sur un transfert de compétences», souligne Jean-Dominique Giuliani.

Le chef de l'Etat a adouci sa position sur les euro-obligations. Elles apparaissent désormais comme l'aboutissement d'un processus de cinq à dix ans au cours duquel l'intégration politique et économique sera renforcée. Le premier ministre Jean-Marc Ayrault l'a confirmé hier à Die Zeit.

Mais pour ne pas trop attendre avant de mutualiser au moins une partie des dettes, Paris avance deux idées. D'abord, émettre des titres de dette à court terme (eurobills) pour aider les pays confrontés à des problèmes de liquidité; ensuite, en s'inspirant d'un projet allemand, créer un fonds européen d'amortissement dans lequel les dettes nationales qui dépassent 60% du PIB seraient cantonnées et financées à un taux d'intérêt modéré.